

Nimeiry face aux crises tchadiennes

LE Soudan, pays le plus vaste d'Afrique, constitue rarement un sujet d'étude et sa place dans les relations internationales est mal connue. Cet article ne peut prétendre suppléer à des recherches plus longues et plus approfondies. Il a un but limité : examiner, à partir de l'exemple tchadien, le développement de la politique extérieure de Khartoum et essayer d'en dégager quelques-uns des ressorts profonds.

Le poids de l'histoire

La délimitation de la frontière entre le Soudan et le Tchad, fut négociée par Paris et Londres en 1922. Il ne s'agissait en principe, « aux termes de la Déclaration franco-britannique du 21 mars 1899, que d'établir sur le terrain, la ligne séparant le Royaume du Ouaddaï de la province du Darfour telle qu'elle existait en 1822 (...). Lorsqu'on découvrit que ces deux entités n'avaient pas de frontière commune et qu'entre elles se trouvaient de petits royaumes, l'établissement d'une ligne de démarcation s'ouvrait à la controverse » (1). Comme le tracé de toutes les « frontières coloniales » celui-ci fut arbitraire et trancha dans les populations. Il ne put toutefois supprimer le courant d'échanges qui existait entre Al Fashir, capitale du Darfour, et Ouaddaï, ni les liens entre tribus de même origine : Zaghawa, Massalit... Et il n'est pas étonnant que l'arabe parlé de l'Ouest soudanais soit plus proche de l'arabe tchadien que de celui de Khartoum (2).

(1) J. Tubiana, « Les débuts de la mission de délimitation entre le Tchad et le

(2) *Sudan, a country study*, Washington (D.C.), Foreign Area Studies, 1983,

Ces relations créaient un intérêt obligé du pouvoir central soudanais pour tout ce qui se passait chez le voisin tchadien. D'autant que la province du Darfour avait une solide tradition d'autonomie. Les Four ont été dirigés pendant près de trois siècles — jusqu'en 1916 — par un sultanat indépendant (avec une courte interruption de 25 ans). Tout accès de fixation aux frontières ne risquerait-il pas de ranimer une volonté autonomiste ? Dans un Soudan déjà marqué par la division entre le Nord et le Sud, la question ne pouvait qu'être prise au sérieux.

L'aspect premier pris par le conflit tchadien au milieu des années 60 — « Nord musulman » contre « Sud chrétien ou animiste » — facilitait aussi l'identification d'une partie de la population soudanaise — et du gouvernement — avec les rebelles. C'est à cette époque qu'un gouvernement en exil de la « République musulmane du Tchad » est fondé à Khartoum en liaison avec les Frères musulmans locaux (3). C'est aussi en 1966 qu'est créé le FROLINAT dans une petite localité soudanaise.

La première crise : 1980-1982

De l'accession du général Malloum au pouvoir à N'Djamena, en avril 1975, à la formation du GUNT, en novembre 1979, l'intervention de Nimeiry dans la crise tchadienne est déjà réelle. Si on sent chez lui une certaine tendance à faire cavalier seul, à tenir à l'écart les autres protagonistes — en particulier la Libye — il ne refuse pas dans certaines circonstances de prendre en compte leurs intérêts. C'est avec l'offensive généralisée du FROLINAT du printemps 1977 que Khartoum accélère ses tentatives de conciliation. « Les Soudanais et les Saoudiens étaient actifs pour promouvoir une coalition Malloum-Habré. Ils craignaient un Tchad radical sous le contrôle de Kadhafi et considéraient les FAN de Habré — qui avaient un bon crédit anticolonial, musulman et nordiste — comme la seule force capable de résister à Kadhafi » (4). En septembre 1977, l'accord est conclu ; mais, dès le mois de février, sous la pression de Kadhafi, Khartoum accepte un sommet à quatre — avec le Niger et le Tchad — qui est élargi le mois suivant aux rebelles. Un accord, dit de Benghazi, est signé, dont le Soudan et la Libye sont garants. Cette acceptation d'un partage des rôles sera de courte durée car les combats reprennent de plus belle au Tchad. Nimeiry, depuis peu prési-

(3) B. Neuberger, *Involvement, invasion and withdrawal : Kadhafi's Libya and Chad 1969-1981*, Tel Aviv, Shiloah, 1982, p. 19.

(4) *Ibid.*, p. 39.

dent en exercice de l'OUA, obtient alors un « accord séparé » entre Malloum et Habré en août 1978. Ce dernier devient Premier ministre ; mais la plupart des fractions tchadiennes ont rejeté l'accord et la coalition elle-même apparaît peu viable. Elle éclate d'ailleurs dès le mois de février 1979.

C'est pourtant cette année 1979 qui verra, sous l'égide de l'OUA, la signature, le 21 août, d'un accord entre les onze « tendances » tchadiennes. Le Soudan et la Libye, réconciliés, n'y font pas obstacle. Le GUNT s'installe à N'Djamena ; Goukouni Wed-deye devient président et Hissène Habré, ministre de la Défense. Mais l'union sacrée sera de courte durée. Dès mars 1980, Habré s'oppose aux dix autres fractions et quitte la coalition. Bien que

pagne contre la Libye présentée comme un pion de Moscou et « des visées soviétiques en Afrique » (11). Nimeiry appelle au renversement de Kadhafi et même à son « assassinat » (12). Mais il œuvre surtout dans le cadre de l'OUA — aux côtés de la France — pour multiplier les pressions politiques sur le GUNT pour le contraindre à demander le retrait des troupes libyennes. Ce sera chose faite fin octobre, les Libyens sont remplacés par des éléments d'une force interafricaine. Dans ces conditions — et alors que Hissène Habré a repris une offensive et ne se trouve plus qu'à 400 km de N'Djamena — Nimeiry se paie le luxe de recevoir Goukouni Weddeye en visite officielle en janvier 1982. Le communiqué final précisera que « *la partie soudanaise a exprimé son entière solidarité avec le gouvernement tchadien (...) la République démocratique du Soudan n'aidera aucune force travaillant contre le gouvernement légitime tchadien, et en particulier les FAN* » (13). Mais ces déclarations de bonnes intentions ne peuvent effacer l'impression d'un « voyage de dupes » comme le remarque J.C. Pomonti : « On a de bonnes raisons de croire que, tout en souhaitant la stabilisation d'un Tchad débarrassé des Libyens, le maréchal Nimeiry continue d'accorder toute sa sympa-

passé progressivement dans l'opposition. Mais le calme rétabli à la frontière ne sera que de courte durée.

Le deuxième round

L'été 1983 voit une nouvelle et grave détérioration de la situation au Tchad. L'offensive du GUNT appuyée par la Libye contre Hissène Habré connaît d'importants succès avec la chute de Faya-Largeau. La conjoncture est d'autant plus inquiétante pour le gouvernement soudanais que la situation dans l'Ouest s'est encore détériorée et que le Sud connaît une nouvelle rébellion sous l'impulsion du Mouvement de libération du peuple soudanais (MLPS). Le danger de voir s'installer aux frontières des ennemis qui ne cachent pas leur volonté d'aider l'opposition soudanaise (19) — et cela à un moment où la situation économique et sociale du Soudan est désastreuse — ne manque pas de susciter de graves inquiétudes. On comprend alors la vigueur des réactions. Dès le 28 juin, un communiqué commun de Nimeiry et Moubarak souligne que les « *menaces exercées par le régime libyen contre le Tchad constituent un danger direct pour la sécurité de ce pays et celle de tous les pays africains* » et que les deux pays prendront des mesures pour « *mettre en échec tous les plans d'agression contre les pays voisins du Tchad* » (20). En juillet, le ministre des Affaires étrangères du Soudan a des contacts urgents avec Paris et Washington pour leur demander d'intensifier leur aide à N'Djamena (21). Début août, les États-Unis envoient des AWACS à Khartoum et, lors de leur retrait, à la fin du mois, Reagan envoie un message à Nimeiry : « *Je veux vous envoyer mes remerciements personnels et mon appréciation pour votre appui et la coopération dans les efforts conjoints pour répondre à l'agression libyenne au Tchad* » ; et d'ajouter : « *L'expérience que nous avons acquise dans les jours récents rendra plus facile le déploiement rapide de forces au Soudan dans le futur, pour coopérer avec votre gouvernement si les circonstances l'exigent* » (22). Cette coopération va de pair avec un appui de l'intervention française. « *J'ai moi-même demandé dans un discours, dira Nimeiry, que les Français, les Américains et tous les pays libres aident le Tchad (...) et participent au combat (...). L'URSS utilise aujourd'hui la Libye pour s'emparer du Tchad. Je suis un voisin du Tchad et je ne peux l'accepter* » (23). Il réaffirmera avec force

(19) Voir A. Gérard, « Le maréchal, Nimeiry face à ses "démons" », *Le Monde diplomatique*, juil. 1984.

(20) *Le Figaro*, 29 juin 1983.

(21) *SWB*, 3 août 1983.

(22) *SWB*, 26 août 1983.

(23) *Le Point*, 22 août 1983.

toutes ces prises de position lors de son voyage à Paris et Washington durant l'automne 1983. Dans ces conditions, l'accord franco-libyen de septembre 1984 a suscité à Khartoum — comme d'ailleurs à Washington — plus que de la réserve. Le président Nimeiry déclare même : « La France a commis pour sa part une erreur stratégique majeure en se retirant du Tchad pour abandonner ce pays aux soldats du colonel Kadhafi, qui s'y maintiendront sous l'uniforme des adversaires tchadiens du gouvernement légitime de N'Djamena. Je ne comprend pas comment la France a pu s'entendre avec les agresseurs [les Libyens] sans même consulter Hissène Habré, qui l'avait appelée à son secours » (24).

On constate bien la même analyse à Khartoum de la première et de la deuxième crise tchadienne, un rôle similaire du Soudan. Il y a peu de chances que celui-ci évolue de manière sensible sans changement radical au Tchad — ou à Khartoum ! Nous allons essayer maintenant de dégager les deux ressorts essentiels de la politique soudanaise dans la région : l'obsession libyenne et l'alliance américaine.

L'obsession libyenne

Les rapports entre la Libye de Kadhafi et le Soudan de Nimeiry sont loin d'avoir été toujours conflictuels. Arrivés au pouvoir en la même année 1969, les deux leaders sont des disciples de Nasser et de chauds partisans de « l'unité arabe ». Lors de la première crise grave que traverse le pouvoir des « Officiers libres » — avec le coup d'État d'extrême gauche à Khartoum en juillet 1971 — Kadhafi aide Nimeiry à se débarrasser des communistes et lui livre deux des principaux organisateurs du mouvement, qui seront rapidement pendus. Mais la réorientation de la politique soudanaise vers l'Occident, dès 1972, favorise certaines tensions. Celles-ci culminent en 1975-76. A cette époque, le Front national soudanais, qui regroupe l'opposition (de droite !) reçoit l'appui de Tripoli (mais aussi de Riyad !). Deux tentatives de putsch, dont l'une particulièrement dangereuse, en juillet 1976, entraînent la rupture entre les deux pays. Ce n'est qu'à la mi-1977 qu'un processus de normalisation se met en place ; perturbé par l'appui de Nimeiry au voyage de Sadate à Jérusalem — en novembre 1977 — il aboutit toutefois à une réconciliation qui durera plus ou moins jusqu'au milieu de l'année 1980. Les causes de la rupture qui intervient alors sont multiples. D'abord, le rapprochement entre Le Caire et Khartoum, parallèle à la tension grandissante entre Le Caire et Tripoli. Ensuite, la relance de

(24) *Le Monde*, 5 oct. 1983.

l'opposition politique et sociale au Soudan : Nimeiry y voit la main de Kadhafi et le Tchad lui apparaît comme un moyen pour le fougueux colonel de déstabiliser son régime. Il trouve aussi dans la Libye un bouc émissaire des difficultés dans lesquelles il se débat. Enfin, une nouvelle alliance avec les États-Unis — et l'acceptation de la vision Est-Ouest des problèmes de la région — accélèrent une rupture qui dure maintenant depuis plus de quatre ans.

American connection

C'est en 1979 que l'administration américaine formule la « doctrine Carter ». La Maison Blanche estime, après la chute du Chah d'Iran au mois de février, qu'on ne peut plus faire confiance à des régimes-relais, mais qu'il faut que les États-Unis interviennent directement là où leurs « intérêts vitaux » sont en cause. C'est le cas de la région du Golfe et de l'océan Indien, épiceutre de « l'arc de crises ». D'où la constitution de la Force de déploiement rapide et la recherche de bases d'appui au Kenya, en Somalie, en Égypte, à Oman et au Soudan (25). Avec l'accession de Reagan à la présidence, cette politique se confirme. C'est la fin de la détente et la transformation des conflits locaux en affrontements Est-Ouest. Khartoum, sollicité par les États-Unis, s'inscrit pleinement dans cette vision. Pour des raisons idéologiques, sans doute, mais aussi parce que la dépendance à l'égard des Américains, sur le plan financier, devient totale. C'est en juin 1978 que se situe la première intervention du FMI au Soudan et, dès 1980, le service de la dette constitue un poids insupportable (26). Le Soudan devient un des principaux bénéficiaires de l'aide américaine en Afrique et utilise « la menace libyenne ou soviétique » comme moyen essentiel pour obtenir de nouveaux crédits ou le rééchelonnement de sa dette. D'où une tendance de plus en plus marquée à réduire la crise tchadienne aux manœuvres libyennes — voire soviétiques — et à se départir d'une certaine souplesse qui avait caractérisé l'attitude de Khartoum en 1975-79. D'où aussi la transformation du Soudan en « base » de la politique américaine et plus généralement occidentale. La dépendance économique s'est transformée en dépendance politique ; on peut donc s'interroger sur le degré d'autonomie de la politique soudanaise au Tchad.

(25) L.W. Bowman, *art. cit.*

(26) A. Gérard, *art. cit.*